



RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION













MARCHÉ PUBLIC DE TRAVAUX

Thorigné-Fouillard_Rue Nationale_Requalification

Date et heure limites de réception des offres :
jeudi 10 avril 2025 à 16:45

Rennes Métropole
4 Avenue Henri Fréville
CS 93111
35031 RENNES CEDEX

L'ESSENTIEL DE LA PROCÉDURE

	Objet	Thorigné-Fouillard_Rue Nationale_Requalification
	Mode de passation	Procédure adaptée ouverte
	Type de contrat	Marché public
	Nombre de lots	4
	Délai de validité des offres	180 jours
	Forme de groupement	Groupement solidaire
	Variantes	Sans
	PSE	Sans
	Clauses sociales	Définies par lot
	Clauses environnementales	Avec
	Durée / Délai	Définie par lot
	Négociation	Avec

SOMMAIRE

1 - Objet et étendue de la consultation	4
1.1 - Objet.....	4
1.2 - Mode de passation	4
1.3 - Type et forme de contrat	4
1.4 - Décomposition de la consultation	4
1.5 - Nomenclature.....	4
1.6 - Réalisation de prestations similaires	5
2 - Conditions de la consultation	5
2.1 - Délai de validité des offres.....	5
2.2 - Forme juridique du groupement.....	5
2.3 - Variantes	5
3 - Les intervenants.....	5
3.1 - Conduite d'opération.....	5
3.2 - Maîtrise d'œuvre	5
3.3 - Ordonnancement, Pilotage et Coordination du chantier	6
3.4 - Contrôle technique.....	6
3.5 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs.....	6
4 - Conditions relatives au contrat	6
4.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution	6
4.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement.....	6
4.3 - Confidentialité et mesures de sécurité	6
5 - Contenu du dossier de consultation	6
6 - Présentation des candidatures et des offres	8
6.1 - Documents à produire.....	8
6.2 - Visites sur site	11
7 - Conditions d'envoi ou de remise des plis	11
7.1 - Transmission électronique	11
7.2 - Transmission sous support papier.....	12
8 - Examen des candidatures et des offres	13
8.1 - Sélection des candidatures	13
8.2 - Attribution des marchés.....	13
8.3 - Suite à donner à la consultation	15
9 - Renseignements complémentaires.....	15
9.1 - Adresses supplémentaires et points de contact	15
9.2 - Procédures de recours	16

1 - Objet et étendue de la consultation

1.1 - Objet

La présente consultation concerne un marché qui a pour objet la réalisation des travaux de requalification de la rue Nationale à Thorigné- Fouillard. Il concerne deux secteurs (Est et Centre).

Lieu(x) d'exécution :
Commune de Thorigné-Fouillard
35235 Thorigné-fouillard

1.2 - Mode de passation

La procédure de passation utilisée est : la procédure adaptée ouverte. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2123-1 et R. 2123-1 1° du Code de la commande publique.

1.3 - Type et forme de contrat

Il s'agit d'un marché ordinaire.

1.4 - Décomposition de la consultation

Les prestations sont réparties en 4 lot(s) :

Lot(s)	Désignation
01	Terrassements - Voirie - Eaux pluviales
02	Assainissement - Eaux usées
03	Éclairage public
04	Aménagements paysagers

Chaque lot fera l'objet d'un marché.

Les candidats ne peuvent soumettre des offres que pour un seul lot.

1.5 - Nomenclature

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

Lot(s)	Code principal	Description
01	45233140-2	Travaux routiers
01	45112500-0	Travaux de terrassement
02	45232410-9	Travaux d'assainissement
02	45232411-6	Travaux de construction de canalisations d'eaux usées
03	31527260-6	Systèmes d'éclairage
03	45316100-6	Installation d'appareils d'éclairage extérieur
03	34993000-4	Éclairage public
04	45112710-5	Travaux d'aménagement paysager d'espaces verts

1.6 - Réalisation de prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de confier ultérieurement au titulaire du marché, en application des articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

2 - Conditions de la consultation

2.1 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 180 jours à compter de la date limite de réception des offres.

2.2 - Forme juridique du groupement

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la forme souhaitée par le pouvoir adjudicateur est un groupement solidaire. Si le groupement attributaire est d'une forme différente, il pourra se voir contraint d'assurer sa transformation pour se conformer au souhait du pouvoir adjudicateur.

Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ou en qualité de membres de plusieurs groupements.

Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ou en qualité de membres de plusieurs groupements.

2.3 - Variantes

Aucune variante n'est autorisée.

3 - Les intervenants

3.1 - Conduite d'opération

La Direction d'Opération est assurée par la Direction de l'Espace public et des Infrastructures de Rennes Métropole, représentée par Monsieur Gildas PIQUET.

La Conduite d'Opération est assurée par le :

Pôle Ingénierie et Services Urbains (PISU) - Direction de l'Espace public et des Infrastructures
Service de la Conduite d'Opération

Représentée par : Stéphane Emery

Courriel : s.emery@rennesmetropole.fr

3.2 - Maîtrise d'œuvre

La maîtrise d'œuvre est assurée par :

OKARÉ INGÉNIERIE
LES LANTHANIDES
5 SQUARE DU CHENE GERMAIN
35510 CESSON SEVIGNE

Tél. : 02.23.47.04.90

Fax. : 02.23.47.03.88

Courriel : contact@okare.bzh

Elle est représentée par : Yohan BEAULIEU.

3.3 - Ordonnancement, Pilotage et Coordination du chantier

La mission d'ordonnancement, pilotage et coordination du chantier est assurée par le maître d'œuvre.

3.4 - Contrôle technique

Aucun contrôle technique n'est prévu pour cette opération.

3.5 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs

La coordination sécurité et protection de la santé pour **cette opération de niveau II** sera assurée par :

Service Gestion des Risques Urbains - Cellule CSPS
6 rue Louis Postel
CS 63126
35031 RENNES CEDEX

Le coordonnateur est représenté par L. Le Roy
Courriel : l.leroy@rennesmetropole.fr

4 - Conditions relatives au contrat

4.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution

Le délai d'exécution des prestations est fixé au CCAP et ne peut en aucun cas être modifié.

4.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement

Les marchés faisant l'objet de la consultation sont financés par Rennes Métropole au moyen de ses ressources propres, abondées par des ressources externes, soit dans le cadre d'emprunts, soit par le biais de subventions spécifiques en cas d'éligibilité, ou de participation publiques ou privées. Le paiement des prestations intervient selon les règles de la comptabilité publique dans le cadre du délai global de paiement avec ou sans acomptes et/ou avance.

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du marché seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer aux bénéfices de l'avance prévue au CCAP, ils doivent le préciser à l'acte d'engagement.

4.3 - Confidentialité et mesures de sécurité

Les candidats doivent respecter l'obligation de confidentialité et les mesures particulières de sécurité prévues pour l'exécution des prestations.

L'attention des candidats est particulièrement attirée sur les dispositions du Cahier des clauses administratives particulières qui énoncent les formalités à accomplir et les consignes à respecter du fait de ces obligations de confidentialité et de sécurité.

5 - Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) contient les pièces suivantes :

- le règlement de consultation
- L'acte d'engagement (AE) et son annexe financière
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Calendrier prévisionnel d'exécution

- Plan de phasage de principe des travaux
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) - Partie commune à tous les lots
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) du lot 1 Terrassements - voirie - eaux pluviales
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) du lot 2 - Assainissement- Eaux usées
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) du lot 3 - Éclairage public
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) du lot 4 - Aménagements paysagers
- Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (PGCSPS) (tous lots)

-les plans :

- Les plans communs :
 - Plan masse et de situation
 - Plan de l'état existant et des réseaux existants - Secteur Est
 - Plan des réseaux assainissement/Eclairage - Secteur Est
 - Plan de l'état existant et des réseaux existants - Secteur Centre
 - Plan des réseaux assainissement/Eclairage - Secteur Centre
 - Carnet de détails (Tous lots) - Tous secteurs
- Les plans spécifiques propres à chaque lot :
 - Lot 1 Voirie :
 - Plan revêtements - bordures - nivellement (Lot 1) - Secteur Est
 - Plan des structures de chaussées (Lot 1) - Secteur Est
 - Plan revêtements - bordures - nivellement (Lot 1) - Secteur Centre
 - Plan des structures de chaussées (Lot 1) - Secteur Centre
 - Lot 4 Espaces verts
 - Plan de paysage (Lot 4) - Secteur Est
 - Plan de paysage (Lot 4) - Secteur Centre

- Récépissés de Déclaration de projet de Travaux (DT)
- Investigations complémentaires de réseaux (tous lots)
- diagnostic amiante / HAP (tous lots)
- Étude géotechnique dimensionnement de chaussée (lot 1)
- Inspection télévisée des réseaux EP EU (lot 2)
- Étude d'éclairement (lot 3)
- Cahier éclairage public (lot 3)
- Le cadre de réponse unique propre à chacun des lots
- Le bordereau des prix unitaires (BPU) propre à chaque lot
- Le détail quantitatif estimatif (DQE) propre à chaque lot
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de travaux, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 et consolidé par l'arrêté du 30 septembre 2021
- Le cahier des clauses techniques générales (CCTG) applicables aux marchés publics de travaux
- Le questionnaire Égalité Femme/Homme et lutte contre les discriminations
- Les formulaires de candidature (DC1 et DC2)
- Le DUME

Le dossier de consultation des entreprises est disponible à l'adresse électronique <https://marches.megalis.bretagne.bzh> ; rubrique "services aux entreprises". Cliquez sur "accès à la salle régionale des marchés publics" puis "recherche avancée", à gauche, "consultations en cours" et indiquez la référence de l'opération.

Il est remis gratuitement à chaque candidat.

Aucune demande d'envoi du DCE sur support physique électronique n'est autorisée.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard 7 jours avant la date limite de réception des offres. Ce délai est décompté à partir de la date d'envoi par le pouvoir adjudicateur des modifications aux candidats ayant retiré le dossier initial. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

6 - Présentation des candidatures et des offres

Le pouvoir adjudicateur applique le principe "Dites-le nous une fois". Par conséquent, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements qui ont déjà été transmis dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables.

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO.
Si les offres des candidats sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

6.1 - Documents à produire

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

Pièces de la candidature telles que prévues aux articles L. 2142-1, R. 2142-3, R. 2142-4, R. 2143-3 et R. 2143-4 du Code de la commande publique :

Renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise :

Libellés	Signature
Renseignements sur le respect de l'obligation d'emploi mentionnée aux articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du Code du travail	Non
Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner	Non
Le document relatif au pouvoir de la personne habilitée à engager le candidat, daté et signé	Oui

Renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles	Non
Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels	Non

Renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années	Non
Liste des travaux exécutés au cours des cinq dernières années, appuyée d'attestations de bonne exécution pour les plus importants (montant, époque, lieu d'exécution, s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés à bonne fin)	Non
Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation du contrat	Non
Indication des titres d'études et professionnels de l'opérateur économique et/ou des cadres de l'entreprise, et notamment des responsables de conduite des travaux de même nature que celle du marché public	Non

Certificats de qualifications et/ou de qualité demandés aux candidats :

Libellés	Signature
Lot 1 Terrassements - Voirie - Eaux pluviales - 5144 Contrainte urbaine hors nappe prof <3,5m - 516 Pose de canalisations à écoulement à surface libre - 2321 - Travaux de terrassement courants - 2342 - Couches de forme en matériaux granulaires - 341 - Assise de chaussée - 3421 - Revêtements en matériaux d'enrobes classiques - 3422 - Enrobes spéciaux - 346 - Pose de bordures et caniveaux - 347 - Petits ouvrages divers en maçonnerie - 3622 - retraitements de couches de surface : fraisage, rabotage - 3642 - Réfection sur tranchées de couches d'assise ou de surface - 3712 - Mise en œuvre de produits de marquage routier pour signalisation routière - 3721 - Pose de bornes ou panneaux de signalisation définitifs	Non
Lot 2 - Assainissement - Eaux usées - 5144 Contrainte urbaine hors nappe prof <3,5m - 516 Pose de canalisations à écoulement à surface libre	Non
Lot 3 Éclairage Public -651 Eclairage public - Travaux neufs -TN3 (Qualifelec) -TN4 (Qualifelec)	Non

Libellés	Signature
Lot 4 Aménagements paysagers P110 et P120 Aménagements paysagers spécialise E131 et E132 Entretien d'aménagements paysagers spécialise E140 Élagage confirmé Les habilitations : H121 et H125 : Voirie urbaine, routes, autoroutes et Grandes infrastructures ou équivalents	Non

Chacun des certificats précités pourra faire l'objet d'équivalence. Les entreprises étrangères pourront quant à elles fournir ceux délivrés par les organismes de leur état d'origine.

Pour présenter leur candidature, les candidats utilisent soit les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat) soit le Document Unique de Marché Européen (DUME).

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

Pièces de l'offre :

Libellés	Signature
L'acte d'engagement (AE) et son annexe financière	Non
Le bordereau de Prix d du lot n° 1 complété, produit à la fois -au format .pdf et -au format .docx	Non
Le DQE pour le lot n° 1 complété, et produit au format . -pdf et -au format .xls	Non
Le cadre de réponse unique pour le lot n° 1	Non
Le bordereau de Prix du lot n° 2 complété, produit à la fois -au format .pdf et - au format .docx	Non
Le DQE du lot n° 2 complété, et produit au format . -pdf et -au format .xls	Non
Le cadre de réponse unique pour le lot n° 2	Non

Libellés	Signature
Le bordereau de Prix du lot n° 3 complété, produit à la fois -au format .pdf et - au format .docx	Non
Le DQE du lot n° 3 complété, et produit au format . -pdf et -au format .xls	Non
Le cadre de réponse unique pour le lot n° 3	Non
Le bordereau de Prix du lot n° 4 complété, produit à la fois -au format .pdf et - au format .docx	Non
Le DQE pour le lot n° 4 complété, et produit au format . -pdf et -au format .xls	Non
Le cadre de réponse unique pour le lot n° 4	Non
Le questionnaire Egalité Femme/Homme et lutte contre les discriminations, à annexer au mémoire technique	Non
Le RIB du candidat ou du groupement	Non

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants.

6.2 - Visites sur site

Aucune visite est organisée par le maître d'ouvrage.

Le site est libre d'accès. Les entreprises peuvent - si elles le souhaitent - le visiter librement.

7 - Conditions d'envoi ou de remise des plis

Les plis devront parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document.

7.1 - Transmission électronique

La transmission des documents par voie électronique est effectuée sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante : <https://marches.megalis.bretagne.bzh>.

Le choix du mode de transmission est global et irréversible. Les candidats doivent appliquer le même mode de transmission à l'ensemble des documents transmis au pouvoir adjudicateur.

Le pli doit contenir deux dossiers distincts comportant respectivement les pièces de la candidature et les pièces de l'offre définies au présent règlement de la consultation.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

Si plusieurs plis sont transmis successivement par le même candidat, **seul le dernier pli transmis dans le délai imparti est pris en compte par l'acheteur**. Il doit par conséquent contenir l'ensemble des pièces exigées au titre de la présente consultation.

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique (CD-ROM, DVD-ROM, clé usb) ou sur support papier. Cette copie doit être placée dans un pli portant la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée. Elle est ouverte dans les cas suivants :

- lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans le pli transmis par voie électronique ;
- lorsque le pli électronique est reçu de façon incomplète, hors délai ou n'a pu être ouvert, à condition que sa transmission ait commencé avant la clôture de la remise des plis.

La copie de sauvegarde peut être transmise ou déposée à l'adresse suivante :

Ville de Rennes
PISU-DEI-Marchés Publics
16 boulevard Laënnec
CS 93111
35031 RENNES CEDEX

La signature électronique des documents, au moment de la remise de son offre, n'est pas exigée mais recommandée dans le cadre de cette consultation.

Le candidat retenu qui n'aura pas signé son offre au moment de sa remise se verra contraint de le faire lorsqu'il y sera invité par le pouvoir adjudicateur, préalablement à la notification du marché. Aussi, il s'engage à s'équiper du certificat électronique nécessaire à cette signature électronique.

Pour la signature, le candidat est invité à privilégier le format électronique PADES (Format de signature qui intègre directement le jeton de signature dans le fichier PDF). Cela facilitera grandement les échanges de fichiers une fois le marché notifié et, notamment avec le titulaire, la préfecture, la trésorerie. L'outil de signature proposé par la plateforme mégalis, vous permettra de signer facilement vos documents dans ce format.

Un tutoriel vous expliquant comment signer au format PADES est disponible dans le guide d'utilisation de Mégalis Bretagne via ce lien (page 26) :

<https://marches.megalis.bretagne.bzh/entreprise>

Le candidat à qui le donneur d'ordre entend attribuer un marché public devra signer électroniquement son acte d'engagement en format PADES si celui-ci a recouru à un autre format.

La signature électronique du contrat par l'attributaire est exigée dans le cadre de cette consultation.

Pour signer électroniquement, le candidat peut utiliser l'un des trois formats de signature autorisés par la réglementation (XAdES, CAdES ou PAdES). Le pouvoir adjudicateur préconise toutefois l'utilisation d'une signature électronique au format pAdES dans la mesure où il sera pour sa part impossible d'utiliser un autre format de signature.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge des candidats.



Pensez à anticiper votre dépôt plusieurs heures avant l'heure limite

7.2 - Transmission sous support papier

La transmission des plis par voie électronique est imposée pour cette consultation. Par conséquent, la transmission par voie papier n'est pas autorisée.

8 - Examen des candidatures et des offres

8.1 - Sélection des candidatures

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai maximum de 10 jours.

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

8.2 - Attribution des marchés

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L.2152-1 à L.2152-4, R. 2152-1 et R. 2152-2 du Code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre irrégulière ou inacceptable pourra être régularisée pendant la négociation, et que seule une offre irrégulière pourra être régularisée en l'absence de négociation. En revanche, toute offre inappropriée sera systématiquement éliminée.

Toute offre demeurant irrégulière pourra être régularisée dans un délai approprié.

La régularisation d'une offre pourra avoir lieu à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse.

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

Pour le lot n°01

Critères	Pondération
1-Prix des prestations	40.0
2-Valeur technique	30.0
2.1- Moyens humains et matériels alloués à l'opération	15.0
2.2-Méthodologie de réalisation des ouvrages	10.0
2.3-Procédures d'auto-contrôle	5.0
3-Organisation du chantier en lien avec son environnement	15.0
3.1-Gestion du chantier et de ses abords	10.0
3.2-Limitation des nuisances aux riverains	3.0
3.3-Santé et information du personnel	2.0
4-Performance environnementale	15.0
4.1-Préservation du patrimoine existant et de la ressource	5.0
4.2-Pollution du milieu environnant	5.0
4.3-Gestion et valorisation des déchets	5.0

Pour le lot n°02

Critères	Pondération
1-Prix des prestations	40.0
2-Valeur technique	30.0
2.1-Moyens humains et matériels alloués à l'opération	15.0

<i>2.2-Méthodologie de réalisation des ouvrages</i>	<i>10.0</i>
<i>2.3-Procédures d'auto-contrôle</i>	<i>5.0</i>
3-Organisation de chantier en lien avec son environnement	15.0
<i>3.1-Gestion du chantier et de ses abords</i>	<i>10.0</i>
<i>3.2-Limitation des nuisances aux riverains</i>	<i>3.0</i>
<i>3.3-Santé et information du personnel</i>	<i>2.0</i>
4-Performance environnementale	15.0
<i>4.1-Préservation du patrimoine existant et de la ressource</i>	<i>5.0</i>
<i>4.2-Pollution du milieu environnant</i>	<i>5.0</i>
<i>4.3-Gestion et valorisation des déchets</i>	<i>5.0</i>

Pour le lot n°03

Critères	Pondération
1-Prix des prestations	40.0
2-Valeur technique	30.0
<i>2.1-Moyens humains et matériels alloués à l'opération</i>	<i>15.0</i>
<i>2.2-Méthodologie de réalisation des ouvrages</i>	<i>10.0</i>
<i>2.3-Procédures d'auto-contrôle</i>	<i>5.0</i>
3-Organisation du chantier en lien avec son environnement	15.0
<i>3.1-Gestion du chantier et de ses abords</i>	<i>10.0</i>
<i>3.2-Limitation des nuisances aux riverains</i>	<i>3.0</i>
<i>3.3-Santé et information du personnel</i>	<i>2.0</i>
4-Performance environnementale	15.0
<i>4.1-Préservation du patrimoine existant et de la ressource</i>	<i>5.0</i>
<i>4.2-Pollution du milieu environnant</i>	<i>5.0</i>
<i>4.3-Gestion et valorisation des déchets</i>	<i>5.0</i>

Pour le lot n°04

Critères	Pondération
1-Prix des prestations	40.0
2-Valeur technique	30.0
<i>2.1-Moyens humains et matériels alloués à l'opération</i>	<i>15.0</i>
<i>2.2-Qualité des fournitures, plantations et matériaux et méthodologie de réalisation des ouvrages</i>	<i>10.0</i>
<i>2.3-Entretien</i>	<i>5.0</i>
3-Organisation du chantier en lien avec son environnement	15.0
<i>3.1-Gestion du chantier et de ses abords</i>	<i>10.0</i>
<i>3.2-Limitation des nuisances aux riverains</i>	<i>3.0</i>
<i>3.3-Santé et information du personnel</i>	<i>2.0</i>
4-Performance environnementale	15.0

<i>4.1-Préservation du patrimoine existant et de la ressource</i>	<i>5.0</i>
<i>4.2-Protection - Pollution du milieu environnant</i>	<i>5.0</i>
<i>4.3-Gestion et valorisation des déchets</i>	<i>5.0</i>

Dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées entre les indications portées sur le bordereau des prix unitaires et le détail quantitatif estimatif, le bordereau des prix prévaudra et le montant du détail quantitatif estimatif sera rectifié en conséquence. L'entreprise sera invitée à confirmer l'offre ainsi rectifiée ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

Le cas échéant, dans un bordereau des prix unitaires/détail quantitatif estimatif, lorsqu'il est demandé au candidat de renseigner les prix en chiffres et en lettres, en cas de discordance, les prix renseignés en chiffres prévalent.

8.3 - Suite à donner à la consultation

Après examen des offres, le pouvoir adjudicateur pourra engager librement toutes les discussions qui lui paraissent utiles avec tout ou partie des candidats, voire avec un seul, en vue d'optimiser la ou les propositions jugées les plus intéressantes.

Il sera néanmoins possible d'attribuer le marché public sur la base des offres initiales sans négociation.

Le Pouvoir Adjudicateur se réserve également la possibilité d'écarter de la négociation les candidats ayant remis une offre irrégulière ou inacceptable.

Cette négociation pourra, dans le cas le plus simple, se réduire à un échange de mails confirmés par courriers ou, si nécessaire, donner lieu à une, voire plusieurs rencontres de chacun des candidats invités à négocier, ces rencontres donnant lieu à un relevé des conclusions garant de la traçabilité des échanges intervenus.

Le champ de la négociation pour chacune des offres tiendra compte, le cas échéant et dans le respect du principe d'égalité de traitement des candidats, des particularités des offres restant en lice, pour aboutir à un classement définitif au regard des critères de jugement, le marché étant attribué au candidat dont l'offre sera classée première.

Un nouvel acte d'engagement prenant en compte les modifications éventuellement apportées à l'offre initiale, devra alors être signé.

L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le ou les candidats produisent les certificats et attestations des articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique. Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 10 jours.

Une attestation d'assurance décennale devra également être produite dans le même délai.

9 - Renseignements complémentaires

9.1 - Adresses supplémentaires et points de contact

Pour tout renseignement complémentaire concernant cette consultation, les candidats transmettent impérativement leur demande par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, dont l'adresse URL est la suivante : <https://marches.megalis.bretagne.bzh>

Cette demande doit intervenir au plus tard 10 jours avant la date limite de remise des plis.

Une réponse sera alors adressée, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, 5 jours au plus tard avant la date limite de remise des plis.

9.2 - Procédures de recours

Le tribunal territorialement compétent est :
Tribunal Administratif de Rennes
3 contour de la Motte
CS 44416
35044 RENNES

Tél : 02 23 21 28 28
Télécopie : 02 99 63 56 84
Courriel : greffe.ta-rennes@juradm.fr

ou par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes : Référé pré-contractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat. Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA. Recours pour excès de pouvoir contre une décision administrative prévu aux articles R. 421-1 à R. 421-7 du CJA, et pouvant être exercé dans les 2 mois suivant la notification ou publication de la décision de l'organisme (le recours ne peut plus, toutefois, être exercé après la signature du contrat). Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.

Pour obtenir des renseignements relatifs à l'introduction des recours, les candidats devront s'adresser à :
Tribunal Administratif de Rennes
3 contour de la Motte
CS 44416
35044 RENNES

Tél : 02 23 21 28 28
Télécopie : 02 99 63 56 84
Courriel : greffe.ta-rennes@juradm.fr
Adresse internet(U.R.L) : <http://www.ta-rennes.juradm.fr/>

En cas de difficultés survenant lors de la procédure de passation, l'organe chargé de jouer le rôle de médiateur est :

Comité Consultatif Interrégional pour le règlement amiable des marchés publics.
22 Mail Pablo Picasso
44042 NANTES

Tél : 0253467983
Courriel : paysdl.ccira@direccte.gouv.fr